

Focus

Communication, logistique : Le Conseil économique et social livre quelques pistes pour améliorer la vaccination

Jeudi, 11 Mars, 2021 - 08:00

Le Conseil économique et social (CESE) est à la manoeuvre. Dès l'installation d'un collectif citoyen, la Commission temporaire « vaccination » du CESE présidée par Marie-André Blanc, présidente de l'Union nationale des associations familiales cherche à mieux comprendre les blocages dans l'opinion face à la vaccination. Deux de ses rapporteurs placent au premier plan la clarification de l'information et la communication pour réussir la campagne vaccinale contre la Covid-19.



La stratégie gouvernementale sera-t-elle à l'écoute ? Pour l'heure c'est au Conseil économique et social (CESE) qu'il revient d'ouvrir les écoutilles. Pour prendre le pouls de l'opinion, cette assemblée consultative de la République a d'abord recueilli les arguments pour et contre la vaccination, exprimés par plus de 70 000 concitoyens jusqu'à la mi-février. Une indispensable opération de déminage, pour défricher, construire et faire avancer la campagne dont l'amorce a été aussi controversée que chaotique. Selon Marie-André Blanc qui préside la commission temporaire « vaccination » du CESE, il s'agit avant tout de desserrer les freins exprimés face à la vaccination qui décolle enfin. Après deux mois de travaux et plus de 40 entretiens et auditions, les idées fusent.

La logistique, socle de la confiance

Parmi les 7 premières recommandations présentées aux pouvoirs publics, le CESE insiste entre autres sur l'importance stratégique de cette logistique, devenue au fil des semaines, un marqueur de confiance dans l'opinion. Les taux de perte et délais d'écoulement sont même hissés au premier plan des indicateurs de performance qui devraient permettre de mesurer la performance de la campagne. Pour desserrer le nœud de l'approvisionnement les porte-parole de la commission envisagent même le recourt aux licences d'office, qui lorsque des raisons d'intérêt général le justifient, permettent aux autorités publiques d'autoriser l'exploitation d'un brevet par une personne tierce, sans le consentement du propriétaire.

Pour Pierre Lafont rapporteur de la commission temporaire « vaccination » du CESE cette question liée à la logistique est centrale. « Il ne suffit pas de donner des objectifs prioritaires en termes de santé, mais il faut encore les accompagner, organiser les flux de médicaments pour l'administration des doses, » affirme-t-il. Selon lui, la gestion centralisée de la campagne vaccinale se heurte bien à la réalité de terrain et à l'articulation avec des initiatives possibles. Un constat qui le conduit à prioriser une meilleure gestion de l'information en imaginant une plateforme où les citoyens pourraient retrouver toutes les informations sourcées et vérifiées pour garantir une qualité de l'information à diffuser en direction de l'opinion.

Analyses des controverses

Pour lever les freins, le CESE s'est lancé dans un travail collaboratif d'analyse des controverses, jugé prioritaire par Catherine Pajares y Sanchez, rapporteure de la commission temporaire « Vaccination ». « C'est un outil particulièrement intéressant pour sortir des situations de blocage dans la société française sur la stratégie vaccinale, » déclare-t-elle. Une synthèse des arguments pour et contre sera rendue publique d'ici fin mars pour éclairer les pouvoirs publics avant de prendre de nouvelles décisions. Parmi les sources d'inquiétude clairement exprimées au sein de la commission temporaire, elle cite l'efficacité des vaccins contre les variants, l'inutilité des reconfinements tant qu'une majorité de personnes vaccinées n'est pas atteinte, mais aussi l'épineuse question de la priorisation des publics face à cette vaccination. Elle confirme que les positions les plus tranchées s'expriment sur utilité d'un passeport ou certificat vaccinal.

Des informations éparpillées compliquent l'accès et la compréhension

L'accès du public à l'information est l'une des conditions essentielles de réussite de la campagne vaccinale. Le CESE constate qu'actuellement les informations diffusées sur de multiples sites internet publics en compliquent l'accès et la compréhension. De même, la façon dont certaines informations techniques sont présentées ne facilite pas la compréhension par des publics non experts ou non familiers du langage scientifique et médical. Les sites du ministère des Solidarités et de la Santé, de l'Agence nationale de la sécurité des médicaments et des produits de santé ou de la Haute Autorité de santé sont autant d'outils d'information et de communication extrêmement utiles, les uns pour retracer les chaînes de contamination, les autres pour informer le grand public sur les initiatives des autorités publiques dans le déploiement de la campagne de vaccination.

Pourtant le CESE considère que ce besoin d'information via Internet se double d'une autre nécessité : celle d'un interlocuteur et/ou d'une interlocutrice qui puisse répondre aux questionnements via des plateformes téléphoniques décentralisées. Quels que soient leurs modes de transmission, ces informations devront être fiables, sourcées et objectives. La transparence et la pertinence des informations ainsi diffusées jouent en effet un rôle essentiel pour accompagner et réussir la campagne de vaccination. Elles contribuent aussi à limiter la défiance que certaines citoyennes et certains citoyens expriment à l'encontre des pouvoirs publics ou des autorités sanitaires et médicales.

Des attentes B to B

C'est pourquoi le CESE recommande aux pouvoirs publics la création d'une plateforme d'accueil téléphonique du public en quête d'informations et d'un site Internet unique de référence regroupant l'ensemble des informations et savoirs sur la campagne de vaccination contre la Covid-19. Plus précisément, le site devrait proposer des contenus pédagogiques à disposition du grand public en répondant, par exemple, aux allégations non fondées qui circulent via les réseaux sociaux et les forums de discussion en ligne. Il devrait également rediriger vers les sites institutionnels et scientifiques porteurs d'informations. Il aura vocation à expliquer l'impact de la vaccination contre la Covid-19 sur la santé, les effets indésirables, la sécurité des vaccins, l'effet médical du vaccin (protection de la maladie et/ou contre la transmission, etc.), le calendrier vaccinal et à détailler les informations techniques attendues par les professionnels. Ce site devra être simple d'utilisation et

compréhensible par tous. Une mise à jour régulière et continue des informations communiquées permettrait de rassembler l'ensemble des informations pratiques relatives à la campagne de vaccination, d'opérer la transparence nécessaire sur les remontées des dispositifs de pharmacovigilance, et de répondre aux interrogations du grand public au fur et à mesure que se déploie la campagne de vaccination. Le CESE estime enfin que le site Vaccination info service pourrait servir de base à un tel site unique référent, qu'une vaste campagne de communication devrait faire connaître au grand public.

Laurence Mauduit

Source image : Freepik

[Tous les focus](#) [1]

URL source: <http://www.guidepharmasante.fr/actualites/communication-logistique-le-conseil-economique-et-social-livre-quelques-pistes-pour>

Liens

[1] <http://www.guidepharmasante.fr/actualites/focus>